

Cote du document: EB 2012/106/R.17/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 11 b) i)
Date: 21 septembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République du Mozambique pour le

Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Claus Reiner

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2797
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent sixième session
Rome, 20-21 septembre 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	1
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	4
E. Supervision	4
F. Dérogation aux Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	5
A. Coût du projet	5
B. Financement du projet	5
C. Résumé des avantages et analyse économique	5
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	7
D. Participation à l'élaboration des politiques	7
VI. Instruments juridiques et autorité	8
VII. Recommandation	8
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	9
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

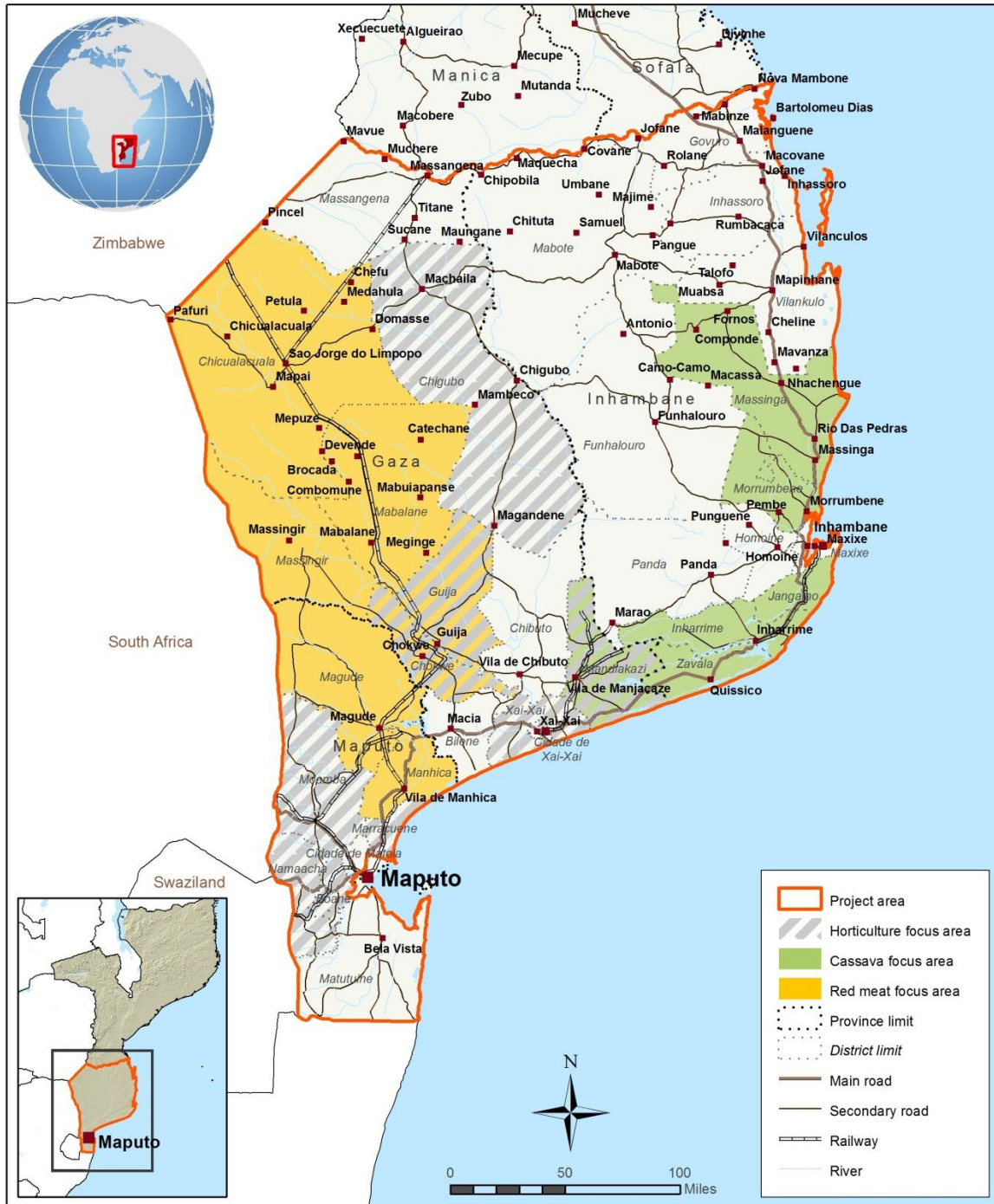
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CEPAGRI	Centre pour la promotion de l'agriculture
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EGP	Équipe de gestion du projet
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
IMF	Institution de microfinancement

Carte de la zone du projet

Mozambique

Pro-Poor Value Chain Development in the Maputo and Limpopo Corridors (PROSUL)

Design report



13-06-2012

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Mozambique

Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Mozambique
Organisme d'exécution:	Centre pour la promotion de l'agriculture
Coût total du projet:	45 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	10,85 millions de DTS (équivalent approximativement à 16,30 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	1,01 million de DTS (équivalent approximativement à 1,52 million d'USD)
Montant du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol):	13,3 millions d'EUR (équivalent approximativement à 16,30 millions d'USD)
Montant du don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA:	3,26 millions de DTS (équivalent approximativement à 4,91 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Conditions du prêt du Fonds fiduciaire espagnol:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinancier:	Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)
Montant du cofinancement:	FENU: 0,14 million d'USD
Conditions du cofinancement:	FENU: don
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	2,49 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,4 million d'USD
Investisseurs privés:	1,9 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement à la République du Mozambique pour le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo, telle qu'elle figure au paragraphe 27.

Proposition de prêt et don à la République du Mozambique pour le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. En dépit d'un taux de croissance annuel moyen supérieur à 7% ces vingt dernières années, quelque 55% de la population du Mozambique vit encore en situation de pauvreté absolue. Les trois provinces de Gaza, Inhambane et Maputo, situées dans le sud du pays, enregistrent des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne, qui s'expliquent dans une large mesure par les conditions agroécologiques moins favorables et plus fragiles qui y règnent. Les petits paysans, qui génèrent 95% de la production agricole du pays, vivent à grand peine dans ces trois provinces. Toutefois, il existe des possibilités intéressantes d'intégration de ces paysans au développement des chaînes de valeur commerciales. Cette perspective pourrait leur permettre d'accroître durablement leurs revenus.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Le projet s'appuie sur la version provisoire du Plan national de développement de l'agro-industrie, et il est pleinement conforme aux politiques du gouvernement, en particulier le Plan d'action pour la réduction de la pauvreté, le Plan stratégique pour le développement agricole et le Schéma directeur de vulgarisation agricole. Ce projet contribuera à l'ensemble des trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats adopté par le FIDA en 2011, et il est également pleinement conforme aux grandes orientations du FIDA. Par le biais du système d'apprentissage qui sera élaboré dans le cadre de ce projet, des liens seront noués et entretenus avec des projets complémentaires financés par le FIDA, comme le Programme de promotion des marchés ruraux, le Programme d'appui au financement rural et un projet portant sur les partenariats entre communautés et investisseurs (ProParcerias).

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

3. Le projet, qui sera mis en œuvre dans les provinces de Gaza, Inhambane et Maputo, portera essentiellement sur 19 districts. Le groupe cible principal se composera de populations pauvres exerçant une activité économique dans les filières du manioc, de l'horticulture et de l'élevage sur lesquelles porte le projet. Sont notamment concernés des horticulteurs qui cultivent des parcelles de 0,6 hectare en moyenne au sein et aux alentours des périmètres irrigués situés dans sept zones cibles des provinces de Gaza et Maputo, des petits paysans qui cultivent du manioc sur des parcelles de 0,6 hectare en moyenne et des petits éleveurs vivant dans les zones semi-arides des provinces de Gaza et de Maputo. Le groupe cible secondaire réunit

des personnes qui disposent du potentiel nécessaire pour devenir des moteurs du changement.

B. Objectif de développement du projet

4. L'objectif de développement poursuivi dans le cadre de ce projet consiste à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles des districts concernés de Maputo et Limpopo et à les rendre mieux adaptés à l'évolution du climat. Le résultat escompté est un accroissement durable des revenus des agriculteurs produisant des légumes sur des parcelles irriguées, du manioc amélioré et des bovins, caprins et ovins de meilleure qualité.

C. Composantes/résultats

5. Le projet comprendra cinq composantes:
 - a) **Horticulture:** Le projet se traduira par un accroissement durable des revenus des paysans qui produisent des légumes sur des parcelles irriguées en augmentant leur productivité; ainsi, des volumes plus importants de légumes de meilleure qualité alimenteront les marchés aussi bien traditionnels que modernes. Il permettra de remettre en état et d'améliorer quelque 2 100 hectares de terres cultivées par 3 800 petits agriculteurs, de renforcer les capacités institutionnelles et les capacités de commercialisation de 1 000 petits exploitants supplémentaires qui cultivent des parcelles au sein d'un périmètre d'irrigation d'une superficie de 900 hectares déjà remis en état, de financer 200 petites serres, de mettre en place des associations d'irrigants ainsi que sept plateformes assurant des services essentiels comme le stockage ou le conditionnement, et de renforcer les liens avec les marchés.
 - b) **Manioc:** Le projet permettra de tirer parti des nouveaux débouchés qui s'offrent aux produits dérivés du manioc en établissant des modèles d'activité afin de valider des schémas rentables de culture et de commercialisation du manioc, de manière à accroître durablement les revenus des paysans. Cette composante permettra progressivement à quelque 8 000 paysans d'avoir accès à des dispositifs de production sous contrat et à des plateformes de services. Le projet appuiera la multiplication de matériel végétal résistant à la sécheresse, mettra en place des plateformes de services qui fourniront des intrants et produiront des cossettes et de la farine de manioc et constituera des filières commerciales.
 - c) **Viande rouge:** L'amélioration de la production et une meilleure organisation des marchés permettront aux petits éleveurs de bovins, caprins et ovins d'accroître durablement leurs revenus. Le projet s'adressera à quelque 5 600 éleveurs, dont 50% de femmes. Les activités favoriseront l'amélioration de la production et de l'écoulement des produits en donnant aux éleveurs les moyens de constituer des associations de producteurs qui assurent les services essentiels et la gestion collective des ressources en eau, de manière à renforcer les capacités d'adaptation aux sécheresses. Le projet aura également pour objet de développer l'accès durable aux marchés et de favoriser l'obtention de prix plus intéressants grâce à l'organisation de foires aux bestiaux, à la constitution d'organisations de négociants en viande, à la mise en place de systèmes d'agriculture sous contrat ou en sous-traitance et à la création d'un abattoir adapté à l'évolution du climat à proximité de Maputo, la capitale du pays. L'appui apporté dans le domaine des régimes fonciers se traduira par une meilleure gestion collective des pâturages.
 - d) **Services financiers:** Le projet fera en sorte que les acteurs des filières aient accès à des services financiers appropriés pour un coût abordable, qui seront assurés par des institutions de microfinancement (IMF) viables dont le rayon d'action aura été étendu grâce au recours à des mécanismes de prestation innovants. Aucune banque ou IMF ne dispose actuellement de moyens suffisants pour proposer à des tarifs abordables toute la gamme de services nécessaires.

Pour venir à bout de cette difficulté, le projet financera un fonds d'investissement dont les capitaux seront rétrocédés aux IMF sous forme de prêts, ce qui leur permettra de proposer une gamme complète de services. Pour garantir que les IMF accordent aux acteurs des filières des prêts à faible coût, le fonds d'investissement prendra des participations dans le capital d'un certain nombre d'IMF et se réservera en outre la possibilité de procéder à un dépôt à long terme sur leur compte courant d'associés.

- e) **Appui institutionnel et gestion du projet:** Le projet assurera le renforcement du Centre pour la promotion de l'agriculture (CEPAGRI) afin que celui-ci soit à même d'obtenir des produits et des résultats conformes aux prévisions, et il renforcera les capacités nécessaires à la mise au point de modèles d'activité novateurs. À cet effet, un système d'apprentissage propre au projet sera élaboré, la création de plateformes régionales pour les différentes filières sera facilitée et la prise en considération de la problématique hommes-femmes et de l'adaptation au changement climatique dans les mesures d'appui aux trois filières sera assurée. Par ailleurs, des mesures seront prises pour renforcer les droits fonciers des groupes cibles du projet et améliorer la gestion de l'utilisation des terres assurée par les organisations paysannes et les communautés.
6. Les activités menées au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) sont pleinement intégrées à l'ensemble du projet et visent à faire en sorte que les trois filières résistent aux effets probables du changement climatique – variabilité accrue de la pluviométrie et risques de sécheresse et d'inondation notamment, surtout dans les régions du sud et du centre du pays. Il est prévu de tirer de l'exécution du projet de nombreux enseignements utiles à la reproduction à plus grande échelle, facteur important au vu de la possibilité de conjuguer des priorités telles que le développement des filières et la résistance aux effets du changement climatique dans tout le portefeuille des projets appuyés par le FIDA et au-delà. Les activités financées par le projet sont les suivantes: i) études de référence et d'impact concernant les divers aspects de la résistance au changement climatique; ii) renforcement des capacités, en appui au Ministère de l'agriculture, pour la formulation des politiques relatives au climat et la planification du développement; iii) élaboration et mise en œuvre participatives de plans communautaires pour la gestion des ressources naturelles; iv) recours accru du secteur privé à des techniques agricoles viables susceptibles de favoriser la résistance au changement climatique, comme les systèmes d'intensification de la production de manioc comportant l'association de cultures; v) renforcement des stations météorologiques locales; vi) amélioration des méthodes de gestion de l'eau et des infrastructures hydriques; et vii) installation de petites infrastructures telles que les serres à faible coût afin de permettre aux agriculteurs de produire durant la saison chaude.

III. Exécution du projet

A. Approche

7. Le projet s'appuiera sur une équipe de gestion du projet (EGP) restreinte qui sous-traitera la plupart des responsabilités de mise en œuvre à des prestataires de services. Cette démarche s'inscrit dans la logique du constat établi dans le cadre de l'évaluation du programme de pays, selon lequel les EGP s'avèrent être la solution la plus efficace pour mettre en œuvre des projets au Mozambique, à condition d'instaurer des liens avec les institutions du pays hôte afin de contribuer au renforcement institutionnel et à la viabilité à long terme. Elle prend également en considération le mandat du CEPAGRI, un organe dont les missions concernent l'organisation et la coordination plutôt que la mise en œuvre de projets d'investissement de grande ampleur. De surcroît, elle concorde avec la démarche retenue pour le projet, qui consiste à favoriser le développement de relations d'affaires entre des intervenants privés, ce qui suppose de disposer d'une

combinaison de compétences publiques et privées, et à encourager les approches innovantes du développement de filières favorables aux pauvres, ce qui nécessite l'apport de compétences spécialisées extérieures.

B. Cadre organisationnel

8. Une EGP implantée au sein du CEPAGRI sera chargée de l'exécution du projet. La mise en œuvre des composantes a) à c) sera sous-traitée à trois prestataires de services spécialisés de premier plan. La responsabilité de la mise en place du fonds d'investissement de la composante d) sera confiée au Fonds catalyseur du couloir de croissance agricole de Beira, en vertu d'un accord de financement subsidiaire conclu avec le Ministère des finances et d'un mémorandum d'accord avec l'EGP. La supervision du projet sera assurée par un comité de pilotage placé sous la présidence du Secrétaire permanent du Ministère de l'agriculture et par les trois plateformes régionales chargées des filières.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

9. Le projet sera doté d'un système d'apprentissage intégrant la planification, le suivi-évaluation (S&E) et la gestion des savoirs afin d'orienter son exécution, d'éclairer les décisions à caractère économique et de mutualiser les savoirs. Ce système d'apprentissage, qui permettra de rendre plus facilement compte aux parties prenantes du projet, se développera au fil du temps. Il s'agira d'un dispositif "ouvert" (ce qui signifie qu'il ne sera pas réservé au personnel du projet) et participatif axé sur l'analyse et l'apprentissage, en liaison avec les systèmes d'information du CEPAGRI. Chaque année, les plateformes chargées des filières recenseront des domaines d'innovation dans lesquels les parties prenantes du projet ont l'intention de détecter les bonnes pratiques et de mettre en place un échange de savoirs, les domaines en question étant mentionnés dans le plan annuel de S&E et de gestion des savoirs. En outre, des itinéraires d'apprentissage seront organisés lorsque cela s'avère utile pour répondre à des besoins en matière d'apprentissage.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

10. Le CEPAGRI utilisera les dispositifs en place dans le pays pour assurer la gestion financière du projet, qui incluent un compte désigné auprès de la Banque du Mozambique, un compte unique du Trésor, le système de paiement e-SISTAFE (mis au point par le système d'administration financière de l'État [SISTAFE]), et qui font appel à deux comptes de projet spécifiques administrés par le CEPAGRI. Dans un nombre limité de cas, les paiements qui ne peuvent être effectués au moyen des dispositifs nationaux transiteront par une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA. Des dispositions analogues sont d'ores et déjà appliquées dans le cadre du Projet d'appui au développement de la pêche artisanale. Les systèmes de comptabilité du projet seront conformes aux normes et principes comptables internationaux, ainsi qu'à la réglementation nationale. La passation des marchés sera opérée dans le respect de la réglementation nationale et des Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et conformément aux procédures déjà convenues pour tous les autres projets financés par le FIDA au Mozambique. Un vérificateur externe indépendant agréé par le FIDA procédera chaque année à un audit du projet conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.

E. Supervision

11. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. À cet effet, des missions d'appui à l'exécution, qui seront dans les premiers temps complétées six mois plus tard par des missions de suivi de courte durée, seront organisées chaque année, avec la participation des pouvoirs publics (CEPAGRI).

F. Dérogation aux Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole

12. La disposition ci-après des Conditions générales devra être modifiée dans l'accord de financement relatif au projet: Section 4.08 a) i). Aux fins de l'accord de financement, les dépenses autorisées devront inclure la participation au capital.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

13. Le montant total des coûts de ce projet d'une durée de sept ans, provisions pour aléas d'exécution et imprévus financiers comprises, s'établit à 44,95 millions d'USD. Les coûts se décomposent comme suit: horticulture, 29% des coûts de base; manioc, 9%; viande rouge, 12%; services financiers, 33%; appui institutionnel et gestion du projet, 16%. Le montant total des coûts comprend également 3% au titre des aléas d'exécution et 1% au titre des aléas financiers.

B. Financement du projet

14. Le FIDA financera 51% des coûts du projet (environ 22,7 millions d'USD) au moyen d'un prêt d'environ 16,3 millions d'USD, d'un don de 1,5 million d'USD et d'un don de 4,9 millions d'USD financé sur les ressources d'ASAP. De plus, le Fonds fiduciaire espagnol accordera un prêt de 16,3 millions d'USD, et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) financera le projet à hauteur de 0,1 million d'USD. La contribution du gouvernement devrait se monter à 2,5 millions d'USD sous forme d'exemptions de droits et taxes. La contribution du secteur privé s'élèvera à 1,9 million d'USD et celle des bénéficiaires à 1,4 million d'USD. Le plan de financement du projet est exposé dans le tableau ci-après.

Composantes par financeur
(en millions d'USD)

	Fonds fiduciaire								Investisseurs				Gouvernement du				Total	
	Prêt du FIDA		Don du FIDA		espagnol		Don ASAP		FENU		privés		Bénéficiaires		Mozambique			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Horticulture	5,68	42,0	-	-	5,68	42,0	0,56	4,1	-	-	-	-	0,35	2,6	1,26	9,3	13,52	30,1
2. Manioc	1,56	37,5	-	-	1,56	37,5	0,63	15,3	-	-	-	-	-	-	0,40	9,7	4,15	9,2
3. Viande rouge	1,68	29,4	-	-	1,68	29,4	1,77	31,0	-	-	-	-	-	-	0,58	10,1	5,72	12,7
4. Services financiers	5,04	34,6	-	-	5,04	34,6	1,29	8,8	0,14	1,0	1,90	13,0	1,05	7,2	0,10	0,7	14,56	32,4
5. Appui institutionnel et gestion du projet	2,34	33,4	1,52	21,7	2,34	33,4	0,66	9,4	-	-	-	-	-	-	0,14	2,0	7,00	15,6
Coût total du projet	16,30	36,3	1,52	3,4	16,30	36,3	4,91	10,9	0,14	0,3	1,90	4,2	1,40	3,1	2,49	5,5	44,95	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

15. Environ 20 350 ménages bénéficieront directement du projet, dont environ 18 400 ménages d'agriculteurs. Les autres ménages bénéficieront indirectement des rémunérations qu'ils percevront au sein des plateformes, des petites unités de transformation de manioc et des magasins de produits vétérinaires pour l'élevage ainsi qu'à l'abattoir. Les bénéficiaires indirects comprendront également les membres des associations de négociants en viande et environ 50 exploitants pratiquant l'agriculture commerciale. Dans le secteur horticole, le projet viendra en aide à 4 800 ménages d'agriculteurs cultivant des parcelles irriguées d'une superficie inférieure à 0,7 hectare. En ce qui concerne la filière du manioc, le projet apportera son concours à 8 000 ménages de petits exploitants cultivant du manioc sur des parcelles d'une superficie moyenne de 0,6 hectare. Dans le secteur de la viande rouge, environ 5 600 ménages de petits exploitants qui élèvent des bovins, des ovins et des caprins tireront parti du projet.
16. Pour chacune des composantes, les principaux avantages du projet sont les suivants:

- a) **Horticulture:** meilleure productivité et allongement des cycles de production dans les périmètres d'irrigation et les serres, de manière à pouvoir produire toute l'année et pratiquer des prix plus élevés à contre-saison; exploitation par des petits agriculteurs de la totalité des 3 000 hectares améliorés et remis en état situés au sein de périmètres irrigués; mise en place de dispositifs d'agriculture sous contrat; prestations de sept plateformes multiservices proposant des services intéressants non seulement les maraîchers mais aussi les paysans produisant d'autres cultures; mise à disposition de solutions techniques intégrées adaptées de nature à entraîner une hausse de la qualité et des prix; organisations paysannes rentables et gérées de manière autonome.
- b) **Manioc:** meilleure productivité des activités de production et de transformation du manioc; mise au point de nouveaux modèles d'activité assurant de nouveaux débouchés commerciaux et un accroissement des revenus des producteurs de manioc et favorisant la commercialisation de produits dérivés du manioc; prestation de services assurée par 24 plateformes à l'appui des activités de fourniture d'intrants et de transformation; mise au point de solutions techniques intégrées permettant de résister aux aléas climatiques afin d'atténuer les risques auxquels les paysans sont confrontés et de favoriser l'amélioration de la qualité; organisations paysannes rentables et gérées de manière autonome.
- c) **Ruminants:** amélioration de la productivité et de la gestion des troupeaux se traduisant par l'accroissement et la stabilisation des revenus; centres de reproduction performants et amélioration de la qualité des troupeaux dans le cadre d'entreprises associant agriculteurs commerciaux et petits paysans; foires aux bestiaux bien organisées et services assurés par sept organisations de négociants en viande, de manière à faciliter la commercialisation des caprins et des bovins et à obtenir un accroissement des marges des paysans grâce à la réduction des coûts de transaction et à un réseau de magasins de produits vétérinaires pour l'élevage gérés dans une optique commerciale; organisations paysannes rentables et gérées de manière autonome; mise en service d'un nouvel abattoir offrant des débouchés commerciaux aux éleveurs et permettant d'obtenir de meilleurs tarifs en encourageant les progrès sur le plan de la qualité.
17. Le taux de rentabilité économique (TRE) est estimé à 24,6%, avec une valeur actuelle nette de 39 millions d'USD. La viabilité économique du projet résiste bien à une évolution défavorable des coûts du projet, et celui-ci reste malgré tout viable dans l'hypothèse d'une augmentation de 50% des dépenses d'investissement et de fonctionnement. Le projet résiste également bien à une diminution des avantages générés puisque, dans l'hypothèse d'une réduction de 30% des avantages découlant du projet, le TRE s'établit malgré tout à 18,7%.

D. Durabilité

18. Le projet est conçu sous forme d'intervention temporaire visant à mettre en place des modèles d'activité rentables et pérennes dans les filières de l'horticulture, du manioc et des caprins et bovins, avec l'objectif clairement affiché de mettre en place des institutions, des mécanismes et des capacités qui seront en mesure de continuer à fonctionner de manière autonome une fois le projet achevé. Ce principe est perceptible à travers de multiples facettes du projet: le rôle moteur assigné au secteur privé; l'appui vigoureux apporté aux organisations paysannes à travers le renforcement de leurs capacités; l'objectif visant à assurer un accès durable aux services financiers en s'appuyant sur les institutions existantes et en privilégiant une démarche commerciale; la mise au point de solutions techniques et de pratiques permettant de résister aux aléas climatiques, qui ouvriront la voie à une amélioration durable de la productivité et de la qualité dans l'environnement semi-aride qui caractérise la zone du projet; la création de plateformes stables associant plusieurs parties prenantes; et le recours aux institutions et procédures nationales pour la gestion du projet.

E. Identification et atténuation des risques

19. Les deux principaux risques et les mesures permettant de les atténuer sont les suivants:
- a) **Sécheresse:** Pour atténuer ce risque, les variétés de manioc et de légumes résistantes à la sécheresse seront multipliées et encouragées, de même que les modes de pâturage et d'alimentation du bétail permettant de mieux résister aux aléas climatiques, les techniques de production robustes et l'irrigation; de surcroît, les serres peu coûteuses et l'accès du bétail aux points d'eau bénéficieront d'un appui.
 - b) **Insuffisance des moyens financiers et de l'intérêt du secteur privé pour investir dans les activités de transformation:** Pour atténuer ce risque, les investisseurs privés bénéficieront de dons de contrepartie afin de les encourager à investir dans des activités innovantes plus risquées, et des plateformes de services dont les agriculteurs seront copropriétaires seront mises en place.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

20. La conception du projet est conforme aux grandes orientations et stratégies du FIDA, notamment en ce qui concerne le COSOP du Mozambique, le ciblage et l'égalité entre les sexes, la finance rurale, le développement des entreprises rurales, le développement du secteur privé et la gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

B. Alignement et harmonisation

21. Les interventions proposées concordent pleinement avec les politiques publiques du Mozambique, en particulier le Plan d'action pour la réduction de la pauvreté, le Plan stratégique pour le développement agricole et le Schéma directeur de vulgarisation agricole. Le projet contribuera également à la mise en œuvre du Plan national pour le développement de l'agro-industrie, que le Mozambique s'apprête à adopter, et du programme national d'action pour l'adaptation aux changements climatiques dans le cadre duquel sont prévues des activités destinées à accroître la résistance, notamment en renforçant l'aptitude des agriculteurs à faire face au changement climatique grâce à la réduction des pertes de récolte et de bétail dans les régions touchées par la sécheresse, en limitant la dégradation des sols et en encourageant la diversification des activités à vocation commerciale.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

22. Pour encourager les structures proposant des services ruraux innovants, le projet mettra les organisations paysannes en mesure de créer des plateformes assurant les services commerciaux essentiels au fonctionnement de la filière du manioc. La mise au point de solutions intégrées économiques permettant de mieux résister aux aléas climatiques pour toutes les filières constitue une autre innovation importante. Les modalités de copropriété du nouvel abattoir sont inédites au Mozambique, et elles devraient constituer la pierre angulaire d'une filière de la viande rouge profitable aux pauvres.

D. Participation à l'élaboration des politiques

23. Sur le plan des politiques, le projet appuiera le processus de changement nécessaire pour accompagner le développement de chaînes de valeur à orientation commerciale favorables aux pauvres au Mozambique. Le principal moteur de ce processus sera les plateformes régionales par filière, qui joueront le rôle d'espaces de mutualisation des expériences entre les représentants des pouvoirs publics et des entreprises et les petits exploitants. Le renforcement des organisations paysannes, de manière qu'elles soient en mesure de s'engager activement aux côtés de leurs partenaires, est un élément essentiel de cette dynamique.

VI. Instruments juridiques et autorité

24. Un accord de financement entre la République du Mozambique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
25. La République du Mozambique est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire.
26. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

27. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à dix millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (10 850 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un don d'un montant équivalant à un million dix mille droits de tirage spéciaux (1 010 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire, accordera à la République du Mozambique un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à treize millions trois cent mille euros (13 300 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne d'un montant équivalant à trois millions deux cent soixante mille droits de tirage spéciaux (3 260 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. Sous réserve de la disponibilité de crédits du Fonds fiduciaire du programme ASAP, le don du programme ASAP sera engagé à compter de la prise d'effet de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (comme le prescrit la section V d) de la résolution 166/XXXV du Conseil des gouverneurs), et il ne sera pas décaissé avant cette date.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Pro-Poor Value Chain Development Project in the Maputo and Limpopo Corridors"

(Negotiations concluded on 28 August 2012)

IFAD loan Number: _____

IFAD Grant Number: _____

Trust loan Number: _____

ASAP Grant Number: _____

Project Title: Pro-Poor Value Chain Development in the Maputo and Limpopo Corridors (the "Project")

The Republic of Mozambique (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Spanish Food Security Co-financing Facility Trust Fund (the Trust)

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund (the ASAP Trust)

(each a "Party" and collectively the "Parties")

Preamble

WHEREAS the Executive Board of the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD"), at its 100th Session approved the establishment of a Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund ("the Trust") and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee of the Trust, enters into a borrowing agreement with the Kingdom of Spain (Spain);

WHEREAS Spain and IFAD, in its capacity as the Trustee of the Trust, have signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010;

WHEREAS IFAD has agreed to extend a loan and a grant to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the PROSUL Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, the Trust has agreed to extend a Trust Loan to the Borrower/Recipient for the purpose of increasing the financing in respect of the above referred Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS the Executive Board of the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD"), at its 105th Session approved the establishment of the ASAP Trust;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, the ASAP Trust has agreed to extend an ASAP Grant to the Borrower/Recipient for the purpose of increasing the financing in respect of the above referred Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, subject to availability of funds in the ASAP Trust, the ASAP Grant shall be committed as of, and shall not be disbursed before, the effective date of the Ninth Replenishment of IFAD's Resources (as required by GC Resolution 166/XXXV Section V(d));

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant, the ASAP Trust shall provide an ASAP Grant, and the Trust shall provide a Trust Loan to the Borrower/Recipient (collectively referred to as "the Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the IFAD Loan is ten million eight hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 10 850 000).
 - B. The amount of the IFAD Grant is one million and ten thousand Special Drawing Rights (SDR 1 010 000).
 - C. The amount of the Trust Loan is thirteen million three hundred thousand Euro (EUR 13 300 000).
 - D. The amount of the ASAP Grant is three million two hundred and sixty thousand Special Drawing Rights (SDR 3 260 000).
2. The IFAD Loan is granted on highly concessional terms as determined in Article 5.01 (a) of the General Conditions, being free of interest but bearing a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum and having a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of the approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Trust Loan is granted on highly concessional terms as determined in Article 5.01 (a) of the General Conditions, being free of interest but bearing a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum and having a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of the approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

4. A. The Loan Service Payment Currency for the IFAD loan shall be United States Dollar.
B. The Loan Service Payment Currency for the Trust Loan shall be the Euro.
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
6. Payments of principal and service charge of the IFAD loan shall be payable on each 1 May and 1 November.
7. Payments of principal and service charge of the Trust loan shall be payable on each 1 May and 1 November.
8. There shall be a Project Account (the "Advance Account") for the benefit of the Centre for the Promotion of Agriculture (CEPAGRI) in a bank acceptable to the Fund.
9. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 2 490 000 in foregone tax revenues (approximately equivalent to 5.5% of the total Project cost).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be CEPAGRI, under the Ministry of Agriculture of the Borrower/Recipient (MINAG).
2. The following are designated as additional Project Parties: Lead Service Providers (LSPs), the National Road Authority (ANE), and the Beira Agricultural Growth Corridor (BAGC) Catalytic Fund.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The IFAD Loan, the IFAD Grant, the Trust Loan, and the ASAP Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Coordinator or the Financial Manager shall have been removed from the Project Management Team (PMT) without prior concurrence of the Fund;
 - (b) The Subsidiary Financing Agreement between PROSUL and the Government of Mozambique, which governs operations of the Catalytic Fund, has been suspended or cancelled; or
 - (c) The Memorandum of Understanding (MOU) between the PMT and the Catalytic Fund has been suspended or cancelled.
2. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
 - (a) General conditions precedent to withdrawal:

- (i) The Project Coordinator, the Financial Manager, the Monitoring and Evaluation (M&E) and Knowledge Management Officer, and the Agribusiness Officer of the PMT have been recruited in accordance with Schedule 1;
 - (ii) The Project Steering Committee (PSC) has been assembled;
 - (iii) The Advance Account has been duly opened; and
 - (iv) The draft Project Implementation Manual has been submitted to IFAD.
- (b) Specific conditions precedent to withdrawal from Category I:
- (i) Expenditures related to road rehabilitation: The agreement between CEPAGRI and ANE as a project party responsible for the implementation of the Project, shall have been approved by the Fund in draft, and a signed copy of such agreement shall have been delivered to the Fund;
- (c) Specific conditions precedent to withdrawal from Category V:
- (i) The Financial Services Expert of the PMT has been recruited in accordance with Schedule 1; and
 - (ii) The Subsidiary Financing Agreement for the Catalytic Fund and an MOU between the PMT and the Catalytic Fund have been signed, and a signed copy of such agreements shall have been delivered to the Fund.

3. The following provision of the General Conditions shall be modified for this Agreement: *Section 4.08(a)(i)*. Eligible expenditures, for the purpose of this Agreement, shall include equity participation.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
Av. 10 de Novembro, 928
Caixa Postal 272
Praça da Marinha Popular
Maputo, Mozambique

For the Fund:

President of the International Fund for Agricultural Development
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund

President of the International Fund
for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Spanish Food Security co-Financing Facility Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund

President of the International Fund for Agricultural Development in its capacity as
Trustee of the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in
six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF MOZAMBIQUE

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit the emergent smallholder farmers , particularly women, in the target value chains. Secondary target groups will include commercial farmers, traders, private investors, livestock breeders and staff hired by the enterprises supported by the Project. The Project will be implemented in the provinces of Gaza, Inhambane and Maputo (the "Project Area"), with a focus on nineteen (19) districts. The focus districts are: Chicualacuala, Chibuto, Chokwe, Guija, Mabalane, Manjakaze, Massingir, and Xai Xai in Gaza; Inharrime, Jangamo, Massinga, Morrumbene, and Zavala in Inhambane; and Boane, Manhica, Magude, Marracuene, Moamba, and Namaacha in Maputo. The expected number of beneficiary families is approximately 20 350.

2. *Goal.* The goal of the Project is to improve livelihoods of smallholder farmers, including strengthened climate adaptation.

3. *Objective.* The objective of the Project is to achieve sustainable increased returns to smallholder farmers in the target value chains by promoting increased production volumes and quality, improved market linkages, efficient farmer organisation and higher farmers' share over the final added value.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

4.1 Component 1 – Horticulture

a) *Sub-component 1 – Rehabilitation and expansion of approximately 2,100 ha of existing irrigated perimeters,* including (i) design, construction, and operations and maintenance of civil works; (ii) strengthening of water users' associations; and (iii) institutional support to irrigation staff.

b) *Sub-component 2 – Strengthening linkages between value chain stakeholders,* including (i) facilitating outgrower schemes; (ii) setting up service hubs in connection with seven target irrigation clusters; (iii) offering technical assistance through joint teams of experts; (iv) promoting farmers' organisations, access to markets, and innovative practices; and (v) monitoring and knowledge management.

4.2 Component 2 – Cassava

a) *Sub-component 1 – Strengthening linkages between value chain stakeholders,* including (i) establishing service hubs in each target district; (ii) encouraging installation of small processing units; (iii) assisting development of outgrower schemes and farmers' organisations; and (iv) promoting innovative agricultural practices and access to markets.

b) *Sub-component 2 – Value chain environment,* including (i) establishing a regional value chain platform; (ii) establishing multi-stakeholder innovation platforms; (iii) monitoring and knowledge management; and (iv) supporting development of a conducive policy and legislative environment.

4.3 Component 3 – Red Meat

- a) *Sub-component 1 – Value chain environment*, including (i) establishing a regional value chain platform; (ii) establishing innovation platforms; (iii) monitoring and knowledge management; and (iv) supporting development of a conducive policy and legislative environment.
- b) *Sub-component 2 – Production improvement*, including (i) strengthening livestock producers' organisations; (ii) promoting innovative practices; and (iii) promoting services such as technical assistance, financial, and animal health services.
- c) *Sub-component 3 – Market linkages*, including (i) improving cattle fairs; (ii) facilitating formation of meat traders' associations; (iii) facilitating outgrower schemes; and (iv) building a new slaughterhouse near Maputo.

4.4 Component 4 – Financial Services

- a) *Sub-component 1 – Financial services*, including (i) equity and debt financing of microfinance institutions (MFIs) and the PROSUL supported slaughterhouse; and (ii) grant financing of construction of other PROSUL investments (i.e., 30% of the cost of construction for the slaughterhouse, horticulture hubs, cassava processing hubs and livestock vet stores).
- b) *Sub-component 2 – Capacity building*, for (i) MFIs participating in PROSUL; (ii) small and medium enterprises created under PROSUL; and (iii) other loan beneficiaries.

4.5 Component 5 – Institutional Support and Project Management

- a) *Sub-component 1 – Institutional support*, including (i) capacity building in CEPAGRI and its Gaza Delegation; (ii) promoting climate change adaptation in policy; (iii) providing technical and legal assistance for innovative contractual arrangements; and (iv) incorporating agricultural education institutions.
- b) *Sub-component 2 – Land tenure security*, including (i) mapping information on land titles; (ii) analysing tenure security issues; and possibly (iii) supporting community land delimitation.
- c) *Sub-component 3 – Project management*, including the planning, budgeting, contracting, supervising, managing and monitoring of project activities.

II. Implementation Arrangements

1. The Project shall come under the auspices of the Ministry of Agriculture, with CEPAGRI designated as Lead Project Agency. ANE shall partner with CEPAGRI and be involved in Project implementation.
2. The Director of CEPAGRI shall have overall responsibility for coordination and oversight of PROSUL. However, line responsibility for day-to-day programme implementation will be delegated to the Project Coordinator, who will carry it out in close collaboration with the CEPAGRI Delegate for the southern provinces in Xai Xai (Gaza), and with support from the PMT.
3. The PMT shall be composed of individuals recruited through a competitive bidding process open to both MINAG and external candidates, whose selection shall be submitted to the Fund for no objection. Except for financial and administrative positions, prior

experience with gender mainstreaming is strongly desirable. All staff recruited through a competitive process shall be appointed for a 2-year period with possibility of renewal subject to a good performance evaluation by CEPAGRI, confirmed by the Fund. Civil servants selected for any of the professional posts in the PMT should either resign or obtain leave without pay from the Government and be hired on a contract basis. The PMT shall have overall responsibility for planning, implementation, management and monitoring of Project activities. It shall also have overall responsibility for contracting and procurement, coordination with Project partners, and promotion of inclusive approaches.

4. Key staff of the PMT shall include a Project Coordinator, a Financial Manager, an M&E and Knowledge Management Officer, an Agribusiness Officer, and a Financial Services Expert.

5. The implementation of components 1 through 3 will be carried out by three specialised LSPs. LSPs' responsibilities will include but not be limited to preparation, implementation, and monitoring of Value Chain Action Plans and related Annual Work Plan and Budget (AWPB) sections; contracting and procurement; coordination among Component partners; setting up and supporting Regional Value Chain Platforms and Innovation Platforms; supervision, monitoring and evaluation, and knowledge management, under PMT guidance; preparation of progress reports; and recruitment of specialised service providers to implement component activities.

6. The BAGC Catalytic Fund will be responsible for implementation of component 4. Arrangements will be consigned in a Subsidiary Financing Agreement signed by the Catalytic Fund and the Ministry of Finance (with prior IFAD no objection). The responsibilities of the Catalytic Fund will include but not be limited to the creation of an adequately staffed department for PROSUL activities; preparation of AWPBs and implementation of related activities; monitoring of participatory microfinance institutions and other Small and Medium enterprises (SMEs); quarterly reporting; and provision of technical assistance to microfinance institutions and other SMEs in which it holds equity. An MOU between the Catalytic Fund and the PMT will further detail the roles and responsibilities of each.

6.1 *Microfinance Institutions.* The Catalytic Fund will take a minority equity participation in up to three MFIs, subject to approval of the MFI board and Catalytic Fund Board and to IFAD no objection, and will have a seat on the Board of Directors of the MFI(s). Dividends earned from equity participation in MFIs will be used to cover Catalytic Fund operating costs.

6.2 *Slaughterhouse LLC.* The Catalytic Fund will take an equity participation in the Slaughterhouse LLC to be created by PROSUL. The equity position will be held on behalf of livestock producers organisations (LPOs). The Catalytic Fund will have a seat on the board of the Slaughterhouse LLC, which will be transferred to LPOs when the shares owned by the Catalytic Fund will have been purchased by them. Dividends earned by the Catalytic Fund will be split in two equal parts: (i) one part will be kept by the Catalytic Fund to cover its operating expenses; and (ii) the other part will be transferred to LPOs to increase their income and incentivize their participation in the investment. LPOs will be allowed to purchase the shares of the Catalytic Fund once they have paid back their portion of the investment loan.

7. A Land Tenure Service Provider (LTSP) will carry out all activities related to land tenure security. Additionally, if deemed necessary, a part-time Land Tenure Advisor may be contracted to help identify and supervise the LTSP's inputs.

8. A Project Learning System (PLS) integrating planning, monitoring and evaluation (M&E), and knowledge management (KM) will be developed to steer project

implementation, support economic decisions and share knowledge. The PLS will be open (that is, not restricted to project staff), participatory, growing, focused on analysis and learning connected to CEPAGRI's information systems and supporting accountability to project stakeholders. Every year, innovation areas in which project stakeholders intend to detect good practices and to develop an exchange of knowledge will be identified by the Value Chain Platforms (VCPs) and included in the annual M&E and KM plan.

9. *Project oversight.* Project oversight will be carried out by a Project Steering Committee (PSC) chaired by the Permanent Secretary of MINAG, and three Regional VCPs. The latter will provide overall project guidance and identify issues to be addressed at a policy level. Based on this overall dialogue, VCPs will also be responsible for approving component AWPBs prior to submission to the PSC. The PSC will assess management effectiveness, decide on corrective measures where appropriate, review lessons learned, approve AWPBs, review progress reports, and provide overall guidance to Project implementation.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of IFAD loan, IFAD Grant, Trust loan, and ASAP Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Loan, the IFAD Grant, the Trust loan, and the ASAP Grant and the allocation of the amounts of the IFAD Loan, the IFAD Grant, the Trust loan, and the ASAP Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR 000s)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR 000s)	Trust Fund Loan Amount Allocated (expressed in EUR 000s)	ASAP Grant Amount Allocated (expressed in SDR 000s)	Percentage
I. Civil Works	2 330		2 860	620	100% net of taxes
II. Vehicles, Equipment and Materials	620		760	190	100% net of taxes
III. Training, TA and Studies	2 250	910	2 760	1 350	100% net of taxes
IV. Contractual Services	1 000		1 220		100% net of taxes
V. Financial Services	2 700		3 310	770	100% net of taxes
VI. Recurrent Costs	860		1 060		100% net of taxes
Unallocated	1 090	100	1 330	330	
TOTAL	10 850	1 010	13 300	3 260	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Financial Services shall include investment Funds to the Catalytic Fund, from which equity investments and long-term deposits may be made.

Recurrent Costs shall include salaries, allowances and incremental operating and maintenance costs).

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (in Categories II, III, IV and VI) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 800 000 equivalent.

3. *The ASAP Grant.* Disbursement of the ASAP Grant shall commence upon the effective date of the Ninth Replenishment of IFAD's Resources.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the IFAD Loan Account, the IFAD Grant Account, the Trust Account, and the ASAP Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. Insurance of project personnel. The Borrower/Recipient, through CEPAGRI, shall insure PMT personnel against health and accident risks to the extent consistent with its customary practice in respect of its national civil service.
2. Maintenance of road infrastructure. The Borrower/Recipient shall ensure that the maintenance of roads rehabilitated under the Project is carried out throughout the Project Implementation Period, continues after the Project Completion Date and that it shall provide the financing necessary for such maintenance at the appropriate level.
3. Project Learning System. The Borrower/Recipient shall ensure that the Project Learning System as described in Schedule 1, Section II, paragraph 8 is established within 12 months from the date of entry into force of this agreement.
4. Land Tenure Security. The Borrower/Recipient shall ensure that the necessary mechanisms are in place for supervising the LTSP in the implementation of Component 5, sub-component 2

Logical framework

Narrative summary	Key Indicators and Targets by June 2019	Means of Verification	Assumptions
GOAL AND DEVELOPMENT OBJECTIVE			
GOAL: Improved and climate resilient livelihoods of smallholder farmers in selected districts of the Maputo and Limpopo corridors.	<ul style="list-style-type: none"> Increased asset index for 13,700 participating households (RIMS) Reduced child malnutrition (RIMS) 60,000 poor smallholder household members whose climate resilience has increased due to ASAP (ASAP) 	Project baseline & impact surveys, reality checked against national statistics	<ul style="list-style-type: none"> Favourable economic environment
DEVELOPMENT OBJECTIVE: Sustainable increased returns to smallholder farmers from increased production volumes and quality in target value chains, improved market linkages, efficient farmer organisation and higher farmers' share over the final added value.	<ul style="list-style-type: none"> % of final price accruing to small-scale producers in the three value chains 20,350 households (50% women) receiving project services (RIMS 1.2.5) Number of farmer organisations extending productions support and marketing service to members (COSOP) 	<ul style="list-style-type: none"> Project surveys Service hubs' reports Farmers' organisations statistics Value Chain Platform reports 	<ul style="list-style-type: none"> Continued government commitment to improve returns to farmers in agricultural value chains
OUTCOMES			
OUTCOME 1: Increased sustainable income for smallholder farmers producing irrigated vegetables in project areas through increased productivity, volumes and quality of vegetables reaching both traditional and modern market segments.	<ul style="list-style-type: none"> 1,305 ha improved and 796 ha rehabilitated irrigated schemes operational (19 schemes) 4,800 farmers (50% women) accessing support services (RIMS 1.2.5, COSOP) through 7 service hubs (20 schemes) 3,840 farmers (50% women) adopting recommended climate-resilient technologies (RIMS 2.2.2, COSOP and ASAP) (20 schemes) Annual volume of produce sales by hubs (COSOP) All WUAs granted DUATs and with documented rules for regulating members' parcel access and use 	<ul style="list-style-type: none"> DNSA and INIR LSP M&E system Project surveys Service hubs' reports Farmers' organisations statistics Value Chain Platform reports 	<ul style="list-style-type: none"> Private investors interested in investing in outgrower schemes/hubs along conditions proposed by IFAD

1

<p>OUTCOME 2: Increased sustainable income for smallholder farmers in project areas from improved cassava production, based on proof-of-concept business models for the profitable production and marketing of cassava-based products.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 8,000 farmers (50% women) accessing support services (RIMS 1.2.5 and COSOP) through outgrower schemes and service hubs • 4,800 farmers (50% women) adopting recommended technologies (RIMS 2.2.2, COSOP) • Average cassava yield by participating households increased from 6.5 t/ha to 11.0 t/ha (+70%) • Annual volume of cassava purchased by processing units (COSOP) • Increase by 2,880 ha of land managed under best practices (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Project surveys • LSP M&E system • Service hubs' reports • Farmers' organisations statistics 	<ul style="list-style-type: none"> • Private investors interested in investing in processing units, outgrower schemes and hubs along conditions proposed by IFAD
<p>OUTCOME 3: Increased sustainable income for small-scale cattle, goat and sheep breeders in project areas through improved production and better organised markets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 5,600 herders (50% women) accessing animal health services (RIMS 1.2.5 and COSOP) • 3,360 herders (50% women) adopting recommended technologies (RIMS 2.2.2 and COSOP) • Off-take rate of livestock (increased from current 5% to 10%) • Annual number of animals sold by LPOs by project year 3 (separate for cattle and shoats) • # increase in hectares of land managed under best practices (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Project surveys • LSP M&E system • Farmers' organisations statistics • Value Chain Platform reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Private investors interested in investing in slaughterhouse at PROSUL conditions • Prospect of higher and regular income induces herders to develop commercially-oriented herd management
<p>OUTCOME 4: Selected value chain stakeholders have a timely and adequate access to a diversified range of affordable financial products, through existing or to be created financial and non-financial service providers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of rural clients (50% women) receiving a loan (COSOP) • At least 75% of participating farmers (50% women) access financial services (by type of client, service, financial/non-financial service provider), loan portfolio • Portfolio at risk of MFI loans to participating farmers • Number and volume of working capital loans extended by microfinance institutions to SMEs and repayment rate, by year • Average interest rates charged to project-supported SMEs, farmers' organizations and farmers; • Dividends earned by the Catalytic Fund from MFIs and SMEs (by type) and return on investment; • Yearly amount of PROSUL equity held by Catalytic Fund in SMEs • Number of staff of MFIs/SMEs trained in financial and management subjects (RIMS) (50% women) 	<ul style="list-style-type: none"> • Catalytic Fund and MFIs M&E systems 	<ul style="list-style-type: none"> • MFIs are interested in extending services in rural areas along conditions affordable for agricultural activities

<p>OUTCOME 5: CEPAGRI, and specifically its delegation for the southern provinces, has and uses systems and tools for supporting inclusive value chain development and for promoting new business models</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Systems and tools for planning and budgeting public support to value chains and for monitoring value chain performance are operational and implemented • Linkages with relevant institutions (particularly MICOA and INGC) and with the Strategic Programme for Climate Resilience co-financed by the World Bank and AfDB established and maintained (ASAP) • 10 CEPAGRI and project staff received training and exposure to issues related to the broader national and regional climate agenda (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Project reports and publications 	
--	--	--	--